



Conférence sur les défis et les possibilités pour le secteur textile et habillement dans la région euro-méditerranéenne

12 et 13 mars 2012, Milan, Italie

Projet de compte rendu

Session d'ouverture

La session d'ouverture a mis en évidence l'importance du secteur textile et habillement pour l'économie locale et les **relations industrielles étroites dans toute la région méditerranéenne**.

Session 1: principaux défis pour les entreprises dans le contexte économique actuel

Il y a plusieurs défis majeurs dans une perspective européenne: des tendances lourdes telles que l'innovation et les changements dans la demande des consommateurs au niveau mondial sont essentielles pour les entreprises si elles veulent **rester compétitives** et professionnelles: des compétences entrepreneuriales sont requises à cet effet. La vision d'un véritable codéveloppement des deux côtés de la Méditerranée en vue de parvenir à un marché totalement intégré créera une situation «gagnant-gagnant». Du côté méditerranéen, l'industrie s'efforce de rester compétitive en offrant davantage qu'une simple main-d'œuvre à bon marché. Elle offre ainsi également une valeur ajoutée basée sur le respect du dialogue social, du personnel très qualifié, une production "verte" et un design, dans l'espoir de diversifier sa base de clients.

Session 2: les possibilités de coopération en recherche et innovation

La session a vu l'intervention de quatre experts originaires des deux côtés de la Méditerranée, issus d'horizons différents et possédant une large expertise en matière de coopération dans la région euro-méditerranéenne.

Points principaux:

- Il est crucial d'éviter la duplication des efforts et de **partager les informations** davantage encore, comme l'ont montré les meilleures pratiques des plateformes en ligne communes. Ce point a été largement commenté, mais aussi de manière critique, au cours de la discussion, et a aussi été mis en évidence dans plusieurs des projets des experts. Les événements de **réseautage** sont importants et sont parfois les lieux où les projets peuvent être mis sur pied avec succès, tels que le

projet TEMP, qui a été conçu en 2007 lors du dialogue euro-méditerranéen du Caire et présenté à la réunion.

- **La formation ou des mesures de soutien similaires** doivent faire partie des projets d'innovation si l'on veut favoriser efficacement l'utilisation des résultats des projets par les entreprises. L'intérêt d'apporter une aide, même pour **l'adoption des modèles d'entreprise**, et d'**«étudier la méthode de travail des partenaires»** grâce à des échanges systématiques de collaborateurs a été relevé comme moyen d'**ajuster** la méthode de formation/de soutien en fonction des besoins propres aux bénéficiaires.
- **L'innovation incrémentale** a été mentionnée directement ou indirectement, et était généralement considérée comme plus intéressante (que l'innovation de rupture), ainsi que l'innovation de niche dans les domaines liés à la zone de production traditionnelle. L'innovation doit être présente **tout au long de la chaîne de valeur**; une approche «matricielle» au-delà du projet a été suggérée, qui impliquerait à la fois les investisseurs et les consommateurs, et ouvrirait le dialogue aux partenaires de recherche et d'affaires (fournisseurs et clients). La mise en relation des partenaires est cruciale, dans un deuxième temps.
- La question essentielle de savoir **comment apporter les résultats des projets aux entreprises** a été soulevée et débattue. L'importance de l'intérêt croissant des entreprises pour le contenu des projets a été mise en évidence; d'autres intervenants ont expliqué comment l'intérêt direct des entreprises et leur participation aux projets à toutes les étapes pouvaient être bénéfiques pour l'exploitation des résultats. Plus important encore, plusieurs participants ont confirmé que les entreprises avaient besoin de définir clairement les **applications commerciales**, tandis que, dans le même temps, les questions de droits de propriété intellectuelle et le suivi des résultats ne devraient pas être une source de préoccupation pour les entreprises. Les intervenants ont encouragé les participants à voir la coopération en recherche et innovation non pas comme une compétition, mais comme un moyen de développer une culture de la «coopétition».

La citation adaptée de Thomas Alva Edison: **«N'inventez pas, ou par extension, n'innovez pas sur, quelque chose qui ne se vend pas»**, résume les préoccupations typiques des entreprises, qu'un projet de coopération fructueux doit prendre en considération. En outre, le réseautage et les contacts personnels entre partenaires augmentent le taux de réussite.

Session 3: coopération internationale entre les PME

Les experts ont présenté toute une série d'actions visant à stimuler la coopération entre les PME:

- Le **réseau Enterprise Europe** rassemble 600 organisations d'aide aux entreprises, telles que des chambres de commerce, des agences d'innovation et des agences de développement régional de 50 pays. Outre les 27 États membres de l'UE, des organisations d'aide aux entreprises d'Égypte, de Tunisie, du Maroc, de Syrie et d'Israël font aussi partie du réseau. Le réseau apporte de l'aide aux PME qui souhaitent s'internationaliser, innover ou participer à des programmes de R&D. Depuis 2008, des milliers d'accords de partenariat ont été déclarés entre des PME de différents pays. Bien que non sectoriel en principe, le réseau a mis sur pied un groupe d'experts en matière de textile et d'habillement afin d'apporter une aide plus ciblée.

- La Chambre du commerce et de l'industrie (CCI) de Milan fait partie du réseau Enterprise Europe. Elle a, en outre, son propre programme en relation avec les pays du sud et de l'est de la Méditerranée. Elle a développé un réseau de centres d'affaires qui offre des services aux PME qui ont un fort potentiel de croissance et qui sont à l'affût de contrats d'affaires et d'investissement. Ce **Centre de développement euro-méditerranéen pour les micro, petites et moyennes entreprises** de la CCI de Milan complète donc le réseau Enterprise Europe.
- L'**accord d'Agadir**, signé par la Jordanie, l'Égypte, la Tunisie et le Maroc, est entré en vigueur en 2006. Sur la base de leurs accords commerciaux et accords d'association bilatéraux avec l'UE, les quatre pays ont reconnu l'importance d'une coopération arabe conjointe conformément au «programme exécutif pour l'établissement de la grande zone arabe de libre-échange», dans le but de créer un marché commun arabe. L'accord d'Agadir adopte les règles d'origine pan-euro-méditerranéennes. En outre, les pays membres se sont engagés, en vertu de l'accord d'Agadir, à abolir toutes les barrières non tarifaires, notamment les restrictions quantitatives, les barrières financières, administratives et techniques, qui peuvent être imposées aux importations. Une unité technique a été créée à Amman, Jordanie, pour superviser l'application de l'accord d'Agadir et offrir des conseils et un soutien technique dans tous les domaines connexes; celle-ci travaille aussi sur un **programme d'aide aux PME**.

Malgré leurs similarités, ces initiatives ne font pas double emploi. Le principal défi qu'elles ont en commun est la nécessité de **sensibiliser** les entrepreneurs et de veiller à ce qu'ils comprennent ce qu'ils ont à gagner les uns des autres. Les informations, les conseils et le soutien sont importants pour les PME qui se lancent dans des activités internationales et qui prennent des décisions. Tous les experts ont souligné que la **mise en relation** des entreprises, de manière virtuelle ou en face-à-face, était le réel défi, mais aussi le plus grand avantage à tirer des réseaux.

Si les règles d'origine pan-euro-méditerranéenne n'étaient pas le sujet principal du groupe d'experts, il est à noter que le public a néanmoins soulevé cette question. Les experts n'étaient pas en position de fournir de plus amples informations.

Session 4: possibilités de renforcement des capacités et développement des compétences

Pour aborder la question des possibilités de renforcement des capacités et de développement des compétences, les experts et le public ont considéré toute une série de pratiques sous l'angle de l'importance clé du renforcement des capacités et des compétences pour une industrie qui n'est pas aussi attrayante que d'autres.

Dans ce contexte, des représentants des employeurs, des syndicats et des institutions de développement ont soulevé les questions suivantes:

1. Tout le monde s'accorde sur l'importance d'un **dialogue social constructif** et du partenariat en vue de créer des conditions stables et durables pour les entreprises et l'industrie dans la région.
2. L'échange d'expériences quant aux **besoins de qualifications et de compétences** (ainsi qu'à la pénurie de personnes qualifiées sur le marché du travail) en vue de répondre aux besoins et aux demandes des entreprises.

3. Il serait intéressant de développer **les échanges et la coopération transfrontaliers/régionaux** concernant les pratiques en matière de:
 - partenariat social;
 - «étiquetage» social;
 - conseils de compétences.
4. La contribution d'institutions spécialisées dans le développement des compétences et la formation professionnelle, telles que la Fondation européenne pour la formation, et d'institutions qui ont développé des **actions de renforcement des capacités** pertinentes, telles que la BERD, a été reconnue. Il est important que les entreprises soient prêtes à investir dans la formation.

Tous ces points présentent un intérêt quand il s'agit de poursuivre l'échange d'expériences et de meilleures pratiques, et de la future coopération entre régions dans le secteur textile et habillement.

Session 5: possibilités de financement pour l'activité industrielle et la coopération

Le rôle de l'instrument TAIEX de la Commission européenne a été présenté. Cette présentation a été suivie d'une introduction aux deux instruments de la «boîte à outils» de l'Agence française de développement (AFD) en vue de créer des emplois à valeur ajoutée et de qualité dans les pays du sud de la Méditerranée via ses représentations locales. Du côté de la demande, le programme de renforcement des capacités commerciales aide à générer des grappes d'entreprises locales, tandis que du côté de l'offre, la garantie ARIZ **réduit le risque pour les banques quand elles prêtent aux PME**. Le Centre national de technologie et de conseil a présenté le cas algérien: quatre organisations nationales aident les PME à s'internationaliser et les investisseurs étrangers à entreprendre en Algérie. Enfin, dernier élément mais non le moindre, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a mis en évidence les enseignements tirés de plusieurs projets financés dans le secteur textile et habillement: l'existence d'un solide sponsor et d'un bon climat d'affaires, ainsi que des **fondamentaux** économiques et politiques stables sont parmi les caractéristiques des projets qui ont le plus gros potentiel en vue de bénéficier de prêts et d'une prise de participation de la BERD.

La discussion a surtout porté sur la capacité et la volonté du secteur bancaire d'accorder des financements aux PME en général, et à un secteur bien développé tel que le textile et l'habillement en particulier. Même dans l'UE, le climat des affaires et la **culture de l'investissement**, en particulier l'approche de la prise de risques, peuvent faire toute la différence. Les banques de développement telles que la BEI, la BERD, l'AFD et la KfW tentent de compenser les lacunes du marché et partagent les risques à des taux de crédit raisonnables, grâce à leurs notations. Malgré des efforts de sensibilisation, l'aide financière disponible semble souffrir d'un manque de visibilité et d'une **asymétrie de l'information**. En outre, les injections de fonds publics nationaux ou internationaux devront toujours être passées au crible avant, pendant et après le projet. Il est nécessaire d'offrir **une assistance technique et une formation aux banques locales afin qu'elles prêtent aux PME**, plutôt que de créer un fonds d'investissement géant pour la région. Cela est dû au fait que le défi est de savoir comment acheminer les fonds disponibles via les banques privées et les banques de développement vers les projets d'investissement faisables, même si un effort plus approfondi est nécessaire en vue d'évaluer la viabilité.

Session facultative: CENTROCOT

Un groupe de participants a visité le Centre pour le textile coton et l'habillement (CENTROCOT) à Busto Arsizio, qui offre des services d'**essai, d'étiquetage et de certification**, ainsi que des services de formation et de conseil aux entreprises du textile et de l'habillement. Le groupe a visité les **laboratoires** et a vu comment le personnel contrôlait la réaction des fibres et des couleurs à des utilisations telles que le lavage, le repassage, le nettoyage à sec et l'exposition aux rayons UV. Un autre exemple portait sur les impacts sur les vêtements de protection pour motards, tels que les accidents. En outre, le directeur du laboratoire a expliqué le processus d'essai écologique utilisé pour analyser des substances telles que le formaldéhyde, qui sont importantes pour Oekotex et Ecolabel. CENTROCOT possède aussi une tour de pluie construite expressément et dans laquelle l'étanchéité des vêtements de protection est testée.

Session facultative: INNOVHUB

Un groupe de participants a rencontré des spécialistes de la Chambre de commerce de Milan et de son centre de recherche industrielle dans le domaine de la soie et du textile (Innovhub SSI) afin de découvrir comment leurs laboratoires pouvaient aider les entreprises méditerranéennes, et de discuter des possibilités d'innovation et de croissance. Une introduction à Innovhub SSI et à ses quatre divisions expérimentales a été suivie d'une présentation des **services et des projets de recherche dans le domaine des textiles techniques**. Les participants ont manifesté un intérêt considérable et ont posé beaucoup de questions.

Informations complémentaires: Pia Buller, entr-textiles-fashion-forest-ind@ec.europa.eu